

Maroc Telecom change de «nationalité»

• La prise de contrôle par Etisalat est imminente

• 4,4 milliards de DH de bénéfices pour l'opérateur émirati au premier trimestre

• Une offre publique d'achat sur les titres non détenus à venir

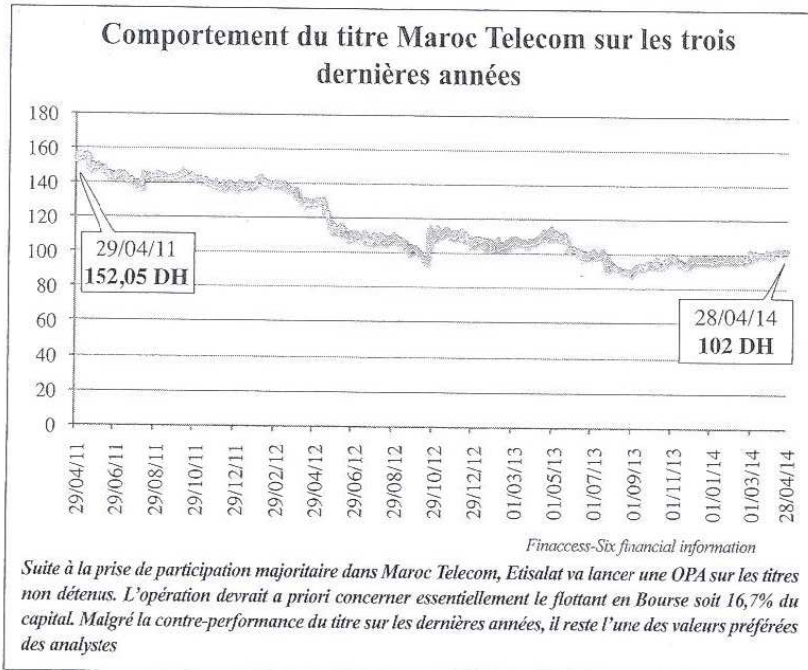
L'ÉPILOGUE de la cession de Maroc Telecom est proche. Etisalat devrait incessamment prendre le contrôle de la première capitalisation du Masi. L'opérateur du Golfe a déjà mobilisé les fonds pour le règlement de la transaction (4,2 milliards d'euros, l'équivalent de 47 milliards de DH). Le quart proviendra d'un fonds basé à Abu Dhabi et le reliquat sera levé auprès des banques. Pour Vivendi, le produit de la vente servira en partie à la rémunération des actionnaires en 2014 et 2015. Il prévoit de distribuer au total 5 milliards de DH.

L'arrivée de Etisalat dans le tour de table pourrait donner lieu à des mouvements au sein de Maroc Telecom. Avec son nouvel actif, Etisalat s'ouvre d'un coup cinq marchés, à savoir le Maroc et les pays d'implantation de Maroc Telecom (Mauritanie, Burkina, Mali et Gabon). Il est déjà présent dans plusieurs autres pays du continent. Et sa nouvelle filiale pourrait jouer un rôle essentiel dans la poursuite de son expansion en Afrique. Etisalat est présent dans 15 pays au total en Afrique, au

Moyen-Orient et en Asie et emploie 42.000 personnes.

L'entreprise est le premier opérateur de télécommunications des six pays membres du Conseil de coopération du golfe. Il est valorisé à 24,6 milliards de

Maroc Telecom, son entrée dans le capital va déclencher le dépôt d'une offre publique d'achat (OPA) sur les titres non détenus. L'offre devrait viser essentiellement le flottant en Bourse de Maroc Telecom, soit 16,7% du capital.



dollars en Bourse, l'équivalent de 200 milliards de DH. C'est plus de 42% de toute la capitalisation de la Bourse de Casablanca. Elle a réalisé un chiffre d'affaires équivalent à 21,8 milliards de DH sur les trois premiers mois de l'année. Les activités africaines ont contribué à hauteur de 19% aux revenus. L'Egypte, seul, pèse 12% et le reste du continent 7%. A fin mars, Etisalat a inscrit ses bénéfices en hausse de 11% à 4,4 milliards de DH.

En attendant ses orientations pour

La participation de l'Etat qui s'élève à 30% ne devrait pas être concernée. Contacté par L'Economiste, Mohamed Boussaid, ministre des Finances, n'a pas voulu commenter.

Rien n'exclut après un accord sur la vente d'une partie de la participation de l'Etat. Etisalat a manifesté sa volonté de se renforcer dans le tour de table. Cela lui conférerait un plus grand pouvoir de contrôle dans l'entreprise. Le Trésor, lui, a repoussé à plusieurs reprises la vente de 8% de Maroc Tele-

com. Les deux parties pourraient donc trouver un terrain d'entente. Sur la base du prix de l'opération entre Vivendi et Etisalat, la participation de l'Etat serait valorisée à 7 milliards de DH. Il reste que dans l'immédiat, le Trésor n'a pas un réel intérêt à réaliser cette opération. La situation des finances publiques est moins tendue. De plus, il vient de mobiliser 2 milliards de DH suite à son désengagement de la BCP.

Etisalat pourra toujours consolider sa participation dans le capital grâce aux cessions dans le cadre de l'OPA. A condition que l'offre soit vraiment séduisante. Même si Maroc Telecom a perdu le tiers de sa valeur sur une période de trois ans, elle reste l'une des actions préférées des brokers. Les analystes de BMCE Capital Bourse et de CFG notamment recommandent de conserver le titre dans les portefeuilles. Cela suppose un potentiel de hausse pouvant atteindre 10%. Toujours est-il qu'une baisse du cours pourra être en partie compensée par le dividende. L'opérateur reverse chaque année la totalité de ses bénéfices aux actionnaires. Par ailleurs, Maroc Telecom est très actif sur les programmes de rachat d'actions. Ce qui pourrait également profiter aux actionnaires.

La dernière assemblée générale vient d'autoriser un nouveau programme de rachat d'actions. □

F. Fa

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com